**Projet d’arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modèles d’appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l’enseignement fondamental, l’enseignement secondaire, l’enseignement de promotion sociale et l’enseignement secondaire artistique à horaire réduit**

**Le Gouvernement de la Communauté française,**

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l’article 87 ;

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement libre subventionné et, en particulier son article 61sexies/1 ;

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement officiel subventionné et, en particulier son article 52quinquies/1 ;

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et, en particulier son article 27bis ;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l’enseignement et, en particulier, son article 31 ;

Vu la proposition conjointe formulée par la Commission permanente de la promotion et de la sélection de l’enseignement organisé par la Communauté française et par les Commissions paritaires centrales de l’enseignement officiel subventionné, de l’enseignement libre confessionnel et de l’enseignement libre non confessionnel ;

Vu le protocole de négociation du 21 mars 2019au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu le protocole de négociation du 21 mars 2019 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu la demande d’avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d’État le 2 avril 2019, en application de l’article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l’absence de communication de l’avis dans ce délai;

Vu l’article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l’Enseignement de Promotion sociale et de la Ministre de l’Éducation;

Après délibération ;

**ARRÊTE**

**Article 1er** – **§ 1er.** Lorsqu’ils doivent pourvoir un emploi dans une fonction de promotion ou de sélection et qu’un appel à candidatures est lancé, tous les pouvoirs organisateurs d’enseignement fondamental, d’enseignement secondaire, d’enseignement de promotion sociale et d’enseignement secondaire artistique à horaire réduit utilisent un des modèles communs d’appel annexés au présent arrêté.

**§ 2.** Sont annexés au présent arrêté les modèles d’appel à candidatures pour les fonctions de :

1. Directeur (Annexe 1)
2. Directeur adjoint (Annexe 2)
3. Chef de travaux d’atelier (Annexe 3)
4. Chef d’atelier (Annexe 4)
5. Coordonnateur CEFA (Annexe 5)
6. Secrétaire de direction (Annexe 6)
7. Éducateur-économe (Annexe 7)
8. Administrateur (Annexe 8).

**Article 2. –** Le présent arrêté entre en vigueur pour la rentrée scolaire 2019-2020.

**Article 3. –** Les Ministres qui ont l’enseignement de promotion sociale et l’enseignement obligatoire dans leurs attributions sont chargés de l’exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le

**Le Ministre-Président en charge de l’Egalité des chances et des Droits des femmes,**

**Rudy DEMOTTE**

**Le Vice-Président et Ministre de l’Enseignement supérieur, de l’Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,**

**Jean-Claude MARCOURT**

**La Ministre de l’Éducation,**

**Marie-Martine SCHYNS**

**Annexe 1 : Directeurs**

DATE :

**PREMIER APPEL / SECOND APPEL** [[1]](#footnote-1) **-** [[2]](#footnote-2)

**AUX CANDIDAT(E)S A UNE FONCTION DE DIRECTEUR/TRICE**

**DANS UNE ÉCOLE MATERNELLE/PRIMAIRE/FONDAMENTALE/ SECONDAIRE /SECONDAIRE INFÉRIEURE**[[3]](#footnote-3)1

**ORDINAIRE/SPECIALISÉE** 1

 **/DE PROMOTION SOCIALE/ SECONDAIRE ARTISTIQUE A HORAIRE RÉDUIT1**

**-**

**ADMISSION AU STAGE/ ENGAGEMENT-DÉSIGNATION A TITRE TEMPORAIRE**1

Coordonnées du P.O.

Nom :

Adresse :

Adresse électronique (facultatif) :

Coordonnées de l'école:

Nom :

Adresse :

Site web :

**Date présumée d’entrée en fonction** :

Caractéristiques de l’école : …………………. (facultatif)

Nature de l’emploi[[4]](#footnote-4) :

O emploi définitivement vacant ;

O emploi temporairement vacant

durée présumée du remplacement : ….. (à compléter) et motif du remplacement : ……... (à compléter) ;

O emploi temporairement vacant dont le PO présume qu’il deviendra définitivement vacant à terme (appel mixte).

Les dossiers de candidature doivent être envoyés, au plus tard le … (à compléter) :

- par recommandé ou déposées contre accusé de réception

- et/ou par envoi électronique avec accusé de réception

 à l’attention de………….. (à compléter)

Le dossier de candidature comportera …… (à compléter)

Le cas échéant, une copie des attestations de réussite obtenues dans le cadre de la formation initiale des directeurs sera jointe au dossier de candidature.

Coordonnées de la personne-contact auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Destinataires de l’appel[[5]](#footnote-5) :

O les membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur ;

O toute personne remplissant les conditions d’accès à la fonction.

Annexes :

- Annexe 1 : Conditions d’accès à la fonction

- Annexe 2 : Profil de fonction établi par le Pouvoir organisateur[[6]](#footnote-6).

*Annexe 1. Conditions d’accès à la fonction*

**Les conditions légales d'accès à la fonction** sont :

**O Il s’agit d’un premier appel**[[7]](#footnote-7) **:**

1° être porteur d’un titre du niveau supérieur du 1er degré au moins[[8]](#footnote-8)

2° être porteur d’un titre pédagogique8;

3° compter une ancienneté de service de trois ans au sein de l’enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

4° avoir répondu à l’appel à candidatures.

**Les candidats reconnus comme éligibles à une fonction de directeur par la Commission de valorisation de l’expérience dans l’enseignement****[[9]](#footnote-9) ne sont pas concernés par les conditions précitées mais par les conditions suivantes :**

1° Jouir des droits civils et politiques

2° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

3° Être de conduite irréprochable;

4° Satisfaire aux lois sur la milice;

5° avoir répondu à l’appel à candidatures.

**O Il s’agit d’un second appel et le PO n’a pas reçu de candidature valable après un premier appel** (la condition d’ancienneté de 3 ans n’est plus à remplir) :

1° Jouir des droits civils et politiques

2° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

3° Être de conduite irréprochable;

4° Satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d’un titre du niveau supérieur du 1er degré au moins7 ;

6° être porteur d’un titre pédagogique8 ;

7° avoir répondu à l’appel à candidatures.

**! Les conditions 5° et 6° ne doivent pas être remplies si la Commission de valorisation de l’expérience dans l’enseignement**9 **a reconnu le candidat comme éligible à une fonction de directeur.**

9 Commission visée à l’article 29 du décret du 2 février 2007 précité

*Annexe 2 : Profil de fonction*

**Annexe 2 : Directeurs adjoints**

DATE :

**PREMIER APPEL / SECOND APPEL [[10]](#footnote-10)-[[11]](#footnote-11)**

**AUX CANDIDAT(E)S A UNE FONCTION DE DIRECTEUR/TRICE ADJOINT/E**

**DANS UNE ÉCOLE SECONDAIRE /SECONDAIRE INFÉRIEURE[[12]](#footnote-12)1**

**ORDINAIRE / SPECIALISÉE** 1

 **DE PROMOTION SOCIALE/ SECONDAIRE ARTISTIQUE A HORAIRE RÉDUIT1**

**-**

Coordonnées du P.O. :

Nom :

Adresse :

Adresse électronique (facultatif) :

Coordonnées de l'école :

Nom :

Adresse :

Site web :

**Date présumée d’entrée en fonction** :

Temps plein/Mi-temps[[13]](#footnote-13)1

Caractéristiques de l’école : ……………………….. (facultatif)

Nature de l’emploi [[14]](#footnote-14) :

O emploi définitivement vacant ;

O emploi temporairement vacant,

durée présumée du remplacement :……(à compléter) et motif du remplacement : ….. (à compléter)

Les dossiers de candidature doivent être envoyés, au plus tard le ….. (à compléter) :

- par recommandé ou déposées contre accusé de réception ;

- et/ou par envoi électronique avec accusé de réception.

à l’attention de ………….. (à compléter)

Le dossier de candidature comportera …… (à compléter)

Le cas échéant, une copie des attestations de réussite obtenues dans le cadre de la formation spécifique sera jointe à l'acte de candidature.

Coordonnées de la personne-contact auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Destinataires de l’appel[[15]](#footnote-15) :

O les membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur ;

O toute personne remplissant les conditions d’accès à la fonction.

Annexes :

- Annexe 1 : Conditions d’accès à la fonction

- Annexe 2 : Profil de fonction établi par le Pouvoir organisateur[[16]](#footnote-16).

*Annexe 1. Conditions d’accès à la fonction*

**Les conditions légales d'accès à la fonction** sont:

**O Il s’agit d’un premier appel**[[17]](#footnote-17) **:**

1° être porteur d’un titre du niveau supérieur du 1er degré au moins[[18]](#footnote-18) ;

2° être porteur d’un titre pédagogique[[19]](#footnote-19) ;

3° compter une ancienneté de service de trois ans au sein de l’enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

4° avoir répondu à l’appel à candidatures.

**O Il s’agit d’un second appel et le PO n’a pas reçu de candidature valable après un premier appel** (la condition d’ancienneté de 3 ans n’est plus à remplir) :

1° Jouir des droits civils et politiques

2° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

3° Être de conduite irréprochable;

4° Satisfaire aux lois sur la milice;

5° être porteur d’un titre du niveau supérieur du 1er degré au moins6 ;

6° être porteur d’un titre pédagogique7 ;

7° avoir répondu à l’appel à candidatures.

*Annexe 2 : Profil de fonction*

**Annexe 3 : Chefs de travaux d’atelier**

**APPEL AUX CANDIDAT(E)S**

**À UNE FONCTION DE CHEF DE TRAVAUX D’ATELIER**

**DANS UNE ÉCOLE SECONDAIRE /SECONDAIRE INFÉRIEURE** [[20]](#footnote-20)

**ORDINAIRE / SPECIALISÉE** 1

Coordonnées du P.O. :

Nom :

Adresse :

Adresse électronique (facultatif) :

Coordonnées de l'école :

Nom :

Adresse :

Site web :

Date présumée d’entrée en fonction :

Caractéristiques de l’école : ……………………….. (facultatif)

Nature de l’emploi[[21]](#footnote-21) :

O emploi définitivement vacant ;

O emploi temporairement vacant,

 durée présumée du remplacement : ..........(à compléter) et motif du remplacement : ……... (à compléter)

Les dossiers de candidature doivent être envoyés au plus tard le ……. (à compléter) :

- par recommandé ou déposées contre accusé de réception ;

- et/ou par envoi électronique avec accusé de réception.

à l’attention de ………….. (à compléter).

Le dossier de candidature comportera …… (à compléter).

Le cas échéant, une copie des attestations de réussite obtenues dans le cadre de la formation spécifique sera jointe à l'acte de candidature.

Coordonnées de la personne-contact auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Destinataires de l’appel  :

O les membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur ;

O toute personne remplissant les conditions d’accès à la fonction.

Annexes :

- Annexe 1 : Conditions d’accès à la fonction

- Annexe 2 : Profil de fonction établi par le Pouvoir organisateur[[22]](#footnote-22).

*Annexe 1. Conditions d’accès à la fonction*

**Les conditions légales d'accès à la fonction** à titre temporaire sont :

1° avoir acquis une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans une des fonctions de la catégorie du personnel directeur et enseignant[[23]](#footnote-23) ;

2° dans un pouvoir organisateur de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, avant cet engagement, d'une ou de plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer, ou conformément à l’article 11 du décret du 4 janvier 1999 (pour l’enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles) ou conformément au tableau qui suit (pour l’enseignement subventionné par la Communauté française) ;

3° être porteur d'un titre de capacité conformément au tableau ci-dessous ;

4° avoir répondu à l’appel à candidatures.

|  |  |
| --- | --- |
| Fonction exercée | Titres |
| 1) Professeur de cours techniques dans l’enseignement secondaire du degré inférieur,Professeur de cours techniques dans l’enseignement secondaire du degré supérieur,Professeur de pratique professionnelle dans l’enseignement secondaire du degré inférieur;Professeur de pratique professionnelle dans l’enseignement secondaire du degré supérieur;2) Accompagnateur dans un centre d’éducation et de formation en alternance. 3) Chef d'atelier. | Soit un des titres suivants :- AESI - AESS- titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique ; Pour autant qu’il s’agisse d’un titre requis ou d’un titre suffisant[[24]](#footnote-24) complété par un titre pédagogique pour une des fonctions visées au point 1 de la colonne 1. Soit avoir exercé, pendant 900 jours au moins calculés selon les modalités fixées à l’article 34 du décret du 6 juin 1994 précité ou à l’article 29bis du 1er février 1993 précité, la fonction de chef d’atelier dans l’enseignement organisé par le pouvoir organisateur. |

*Annexe 2. Profil de fonction*

**Annexe 4. Chefs d’atelier**

DATE :

**APPEL AUX CANDIDAT(E)S A UNE FONCTION DE CHEF D’ATELIER**

**DANS UNE ÉCOLE SECONDAIRE /SECONDAIRE INFÉRIEURE[[25]](#footnote-25)1**

**ORDINAIRE / SPECIALISÉE** 1

**/DE PROMOTION SOCIALE[[26]](#footnote-26)**

**-**

Coordonnées du P.O. :

Nom :

Adresse :

Adresse électronique (facultatif) :

Coordonnées de l'école :

Nom :

Adresse :

Site web :

Date présumée d’entrée en fonction :

Caractéristiques de l’école : ……………………….. (facultatif)

Nature de l’emploi [[27]](#footnote-27) :

O emploi définitivement vacant ;

O emploi temporairement vacant,

 durée présumée du remplacement :…… (à compléter) et motif du remplacement : ……... (à compléter).

Les dossiers de candidature doivent être envoyés au plus tard le ……. (à compléter) :

- par recommandé ou déposées contre accusé de réception

- et/ou par voie électronique avec accusé de réception.

à l’attention de ………….. (à compléter).

Le dossier de candidature comportera : …. (à compléter).

Le cas échéant, une copie des attestations de réussite obtenues dans la cadre de la formation spécifique sera jointe au dossier de candidature.

Coordonnées de la personne-contact auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Destinataires de l’appel [[28]](#footnote-28) :

O les membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur ;

O toute personne remplissant les conditions d’accès à la fonction.

Annexes :

- Annexe 1 : Conditions d’accès à la fonction

- Annexe 2 : Profil de fonction établi par le Pouvoir organisateur[[29]](#footnote-29).

*Annexe 1. Conditions d’accès à la fonction*

**Les conditions légales d'accès à la fonction** à titre temporaire sont :

1° avoir acquis une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans une des fonctions de la catégorie du personnel directeur et enseignant[[30]](#footnote-30) ;

2° être titulaire, avant cet engagement d'une ou de plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer, conformément au tableau qui suit, dans un pouvoir organisateur de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

3° être porteur d'un titre de capacité conformément au tableau ci-dessous ;

4° avoir répondu à l’appel à candidatures.

|  |  |
| --- | --- |
| Fonction exercée | Titres |
| 1) Une des fonctions suivantes dans l’enseignement secondaire du degré inférieur, du degré supérieur ou de l’un et l’autre degré respectivement dans l’enseignement de plein exercice ou en alternance ou de promotion sociale, ou dans l’enseignement supérieur de promotion sociale pour ce qui concerne l’enseignement de promotion sociale : Professeur de cours techniques, Professeur de pratique professionnelle,2) Accompagnateur dans un centre d’éducation et de formation en alternance.  | Soit un des titres suivants :- AESI - AESS- titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique ; Pour autant qu’il s’agisse d’un titre requis ou d’un titre suffisant[[31]](#footnote-31) complété par un titre pédagogique pour une des fonctions visées au point 1 de la colonne 1.  |

*Annexe 2 : Profil de fonction*

**Annexe 5 ; Coordonnateurs CEFA**

 DATE :

**APPEL AUX CANDIDAT(E)S À UNE FONCTION DE COORDONNATEUR CEFA**

Coordonnées du P.O. :

Nom :

Adresse :

Adresse électronique (facultatif) :

Coordonnées de l'école :

Nom :

Adresse :

Site web :

Date présumée d’entrée en fonction :

Volume :

Caractéristiques du CEFA : ……………………….. (facultatif)

Nature de l’emploi [[32]](#footnote-32) :

O emploi définitivement vacant ;

O emploi temporairement vacant,

 durée présumée du remplacement :…… (à compléter) et motif du remplacement :… (à compléter)

Les dossiers de candidature doivent être envoyés au plus tard le ……. (à compléter) :

- par recommandé ou déposées contre accusé de réception ;

- et/ou par envoi électronique avec accusé de réception.

à l’attention de ………….. (à compléter).

Le dossier de candidature comportera …… (à compléter).

Le cas échéant, une copie des attestations de réussite obtenues dans la cadre de la formation spécifique sera jointe au dossier de candidature.

Coordonnées de la personne-contact auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Destinataires de l’appel [[33]](#footnote-33):

O les membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur ;

O toute personne remplissant les conditions d’accès à la fonction.

Annexes :

- Annexe 1 : Conditions d’accès à la fonction

- Annexe 2 : Profil de fonction établi par le Pouvoir organisateur[[34]](#footnote-34).

*Annexe 1. Conditions d’accès à la fonction*

Les conditions légales d'accès à la fonction à titre temporaire sont :

1° avoir acquis une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans une des fonctions de la catégorie du personnel directeur et enseignant[[35]](#footnote-35) ;

2° être titulaire, avant cet engagement d'une ou de plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer, conformément au tableau qui suit, dans un pouvoir organisateur de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

3° être porteur d'un titre de capacité conformément au tableau ci-dessous ;

4° avoir répondu à l’appel à candidatures.

|  |  |
| --- | --- |
| Fonction exercée | Titres |
|  Fonction de recrutement, de sélection, ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l’enseignement secondaire du degré inférieur, du degré supérieur ou de l’un et l’autre degrés.  | Soit un des titres suivants :- AESI – AESS- titre du niveau supérieur du 1er degré au moins, complété par un titre pédagogique ; Pour autant qu’il s’agisse d’un titre requis ou d’un titre suffisant complété par un titre pédagogique pour une des fonctions visées dans la colonne 1.  |

*Annexe 2 : Profil de fonction*

**Annexe 6 : Secrétaires de direction**

DATE :

**APPEL AUX CANDIDAT(E)S**

**À UNE FONCTION DE SECRÉTAIRE DE DIRECTION**

**DANS UNE ÉCOLE SECONDAIRE/SECONDAIRE INFÉRIEURE** [[36]](#footnote-36)1

**ORDINAIRE / SPECIALISÉE** 1

**/DE PROMOTION SOCIALE** [[37]](#footnote-37)

**-**

Coordonnées du P.O. :

Nom :

Adresse :

Adresse électronique (facultatif) :

Coordonnées de l'école :

Nom :

Adresse :

Site web :

Date présumée d’entrée en fonction :

Temps plein / Mi-temps[[38]](#footnote-38)1

Caractéristiques de l’école : ……………………….. (facultatif)

Nature de l’emploi [[39]](#footnote-39) :

O emploi définitivement vacant ;

O emploi temporairement vacant,

 durée présumée du remplacement ….. (à compléter) et motif du remplacement : ……... (à compléter).

Les dossiers de candidature doivent être envoyés au plus tard le ……. (à compléter) :

- par recommandé ou déposées contre accusé de réception ;

- et/ou par envoi électronique avec accusé de réception.

à l’attention de ………….. (à compléter)

Le dossier de candidature comportera …… (à compléter)

Le cas échéant, une copie des attestations de réussite obtenues dans le cadre de la formation spécifique est jointe à l'acte de candidature.

Coordonnées de la personne-contact auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Destinataires de l’appel [[40]](#footnote-40) :

O les membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur ;

O toute personne remplissant les conditions d’accès à la fonction.

Annexes :

- Annexe 1 : Conditions d’accès à la fonction

- Annexe 2 : Profil de fonction établi par le Pouvoir organisateur[[41]](#footnote-41).

*Annexe 1. Conditions d’accès à la fonction*

La fonction de secrétaire de direction est accessible :

1. soit dans le respect des conditions visées à l’article 44 du décret du 6 juin 1994, à l’article 54sexies du décret du 1er février 1993 ou à l’article 8 §1er, 1° et 8 § 2 du décret du 4 janvier 1999 (accès réservé aux personnes remplissant les conditions de titre, notamment, mentionnées au point I. ci-dessous).
2. soit dans le respect des conditions visées à l’article 42 §1er du décret du 6 juin 1994, à l’article 53 §1er du décret du 1er février 1993 ou à l’article 8 §2 alinéa 2 du décret du 4 janvier 1999 (accès réservé aux éducateurs en place, dans le respect des conditions mentionnées au point II ci-dessous).

Dans son appel aux candidats, le P.O. a la liberté de reprendre un seul ou les deux accès possibles.

I. **Conditions légales d’accès à la fonction, à titre temporaire**

Le candidat doit répondre aux conditions suivantes :

1° Jouir des droits civils et politiques;

2° Être porteur d'un des titres de capacité figurant dans l’AGCF du 14 mai 2009 fixant la liste des titres requis pour les fonctions d'éducateur-économe et de secrétaire de direction dans les établissements d'enseignement libres subventionnés et officiels subventionnés et de comptable dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française[[42]](#footnote-42) ;

3° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

4° Être de conduite irréprochable;

5° Satisfaire aux lois sur la milice;

6° Avoir répondu à l'appel à candidatures.

**II. Conditions légales d'accès à la fonction à titre temporaire :**

1° avoir acquis une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans une des fonctions de la catégorie du personnel auxiliaire d’éducation[[43]](#footnote-43) ;

2° être titulaire, dans un pouvoir organisateur de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, avant cet engagement, d'une ou de plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer, ou conformément à l’article 12quinquies du décret du 4 janvier 1999 (pour l’enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles) ou conformément au tableau qui suit (pour l’enseignement subventionné par la Communauté française) ;

3° être porteur d'un titre de capacité conformément au tableau ci-dessous ;

4° avoir répondu à l’appel à candidatures.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonction de sélection | Fonction exercée | Titres |
| secrétaire de direction dans l'enseignement secondaire de plein exercice  | Éducateur | Un des titres requis ou suffisants pour la fonction d'Éducateur[[44]](#footnote-44) |
| secrétaire de direction dans l'enseignement de promotion sociale | Éducateur-secrétaire | Un des titres requis ou suffisants pour la fonction d'Éducateur-secrétaire  |

*Annexe 2 : Profil de fonction*

**Annexe 7 : Éducateurs économes**

DATE :

**APPEL AUX CANDIDAT(E)S**

**À UNE FONCTION D’ÉDUCATEUR-ÉCONOME**

**DANS UNE ÉCOLE SECONDAIRE/SECONDAIRE INFÉRIEURE[[45]](#footnote-45)1**

**ORDINAIRE / SPECIALISÉE** 1

 **/DE PROMOTION SOCIALE [[46]](#footnote-46)**

**-**

Coordonnées du P.O. :

Nom :

Adresse :

Adresse électronique (facultatif) :

Coordonnées de l'école :

Nom :

Adresse :

Site web :

Date présumée d’entrée en fonction :

Temps plein / Mi-temps[[47]](#footnote-47)1

Caractéristiques de l’école : ……………………….. (facultatif)

Nature de l’emploi [[48]](#footnote-48) :

O emploi définitivement vacant ;

O emploi temporairement vacant,

 durée présumée du remplacement ….. (à compléter) et motif du remplacement : ……... (à compléter).

Les dossiers de candidature doivent être envoyés au plus tard le ……. (à compléter) :

- par recommandé ou déposées contre accusé de réception ;

- et/ou par envoi électronique avec accusé de réception.

à l’attention de ………….. (à compléter).

Le dossier de candidature comportera …… (à compléter)/

Le cas échéant, une copie des attestations de réussite obtenues dans le cadre de la formation spécifique sera jointe à l'acte de candidature.

Coordonnées de la personne-contact auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Destinataires de l’appel [[49]](#footnote-49) :

O les membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur ;

O toute personne remplissant les conditions d’accès à la fonction.

Annexes :

- Annexe 1 : Conditions d’accès à la fonction

- Annexe 2 : Profil de fonction établi par le Pouvoir organisateur[[50]](#footnote-50).

*Annexe 1. Conditions d’accès à la fonction*

La fonction d’éducateur-économe [[51]](#footnote-51) est accessible :

1. soit dans le respect des conditions visées à l’article 44 du décret du 6 juin 1994, à l’article 54sexies du décret du 1er février 1993 ou à l’article 8 §1er, 1° et 8 § 2 du décret du 4 janvier 1999 (accès réservé aux personnes remplissant les conditions de titre, notamment, mentionnées au point I. ci-dessous).
2. soit dans le respect des conditions visées à l’article 42 §1er du décret du 6 juin 1994, à l’article 53 §1er du décret du 1er février 1993 ou à l’article 8 §2 alinéa 2 du décret du 4 janvier 1999 (accès réservé aux éducateurs en place, dans le respect des conditions mentionnées au point II ci-dessous).

Dans son appel aux candidats, le P.O. a la liberté de reprendre un seul ou les deux accès possibles.

I. **Conditions légales d’accès à la fonction, à titre temporaire**

Le candidat doit répondre aux conditions suivantes :

1° Jouir des droits civils et politiques;

2° Être porteur d'un des titres de capacité figurant dans l’AGCF du 14 mai 2009 fixant la liste des titres requis pour les fonctions d'éducateur-économe et de secrétaire de direction dans les établissements d'enseignement libres subventionnés et officiels subventionnés et de comptable dans les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française[[52]](#footnote-52):

3° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

4° Être de conduite irréprochable;

5° Satisfaire aux lois sur la milice;

6° Avoir répondu à l'appel à candidatures.

**II. Conditions légales d'accès à la fonction à titre temporaire :**

1° avoir acquis une ancienneté de service de trois ans au sein de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans une des fonctions de la catégorie du personnel auxiliaire d’éducation[[53]](#footnote-53) ;

2° être titulaire, dans un pouvoir organisateur de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, avant cet engagement, d'une ou de plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer, ou conformément à l’article 12quinquies du décret du 4 janvier 1999 (pour l’enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles) ou conformément au tableau qui suit (pour l’enseignement subventionné par la Communauté française) ;

3° être porteur d'un titre de capacité conformément au tableau ci-dessous ;

4° avoir répondu à l’appel à candidatures.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Fonction de sélection | Fonction exercée | Titres |
| Éducateur-Économe dans l'enseignement secondaire de plein exercice  | Éducateur | Un des titres requis ou suffisants pour la fonction d'Éducateur[[54]](#footnote-54) |
| Éducateur-économe dans l'enseignement de promotion sociale | Éducateur-secrétaire | Un des titres requis ou suffisants pour la fonction d'Éducateur-secrétaire  |

*Annexe 2 : Profil de fonction*

**Annexe 8 : Administrateurs.**

DATE :

**APPEL AUX CANDIDAT(E)S A UNE FONCTION D’ADMINISTRATEUR[[55]](#footnote-55)**

**SECONDAIRE OU SUPERIEUR[[56]](#footnote-56)**

Coordonnées du P.O. :

Nom :

Adresse :

Adresse électronique (facultatif) :

Coordonnées de l'école :

Nom :

Adresse :

Site web :

**Date présumée d’entrée en fonction** :

Nature de l’emploi [[57]](#footnote-57) :

O emploi définitivement vacant ;

O emploi temporairement vacant,

 durée présumée du remplacement :…… (à compléter) et motif du remplacement : ……... (à compléter).

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés au plus tard le ……. (à compléter) :

- et/ou par envoi électronique avec accusé de réception.

à l’attention de………….. (à compléter)

Le dossier de candidature comportera …… (à compléter)

Le cas échéant, une copie des attestations de réussite obtenues dans la cadre de la formation spécifique sera jointe à l'acte de candidature.

Coordonnées de la personne-contact auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Destinataires de l’appel [[58]](#footnote-58) :

O les membres du personnel exerçant leurs fonctions au sein du pouvoir organisateur ;

O toute personne remplissant les conditions d’accès à la fonction.

Annexes :

- Annexe 1 : Conditions d’accès à la fonction

- Annexe 2 : profil de fonction établi par le Pouvoir organisateur[[59]](#footnote-59).

*Annexe 1. Conditions d’accès à la fonction*

**Les conditions légales d'accès à la fonction** sont :

1° Jouir des droits civils et politiques

2° Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

3° Être de conduite irréprochable;

4° Satisfaire aux lois sur la milice;

5° Être porteur d’un titre du niveau supérieur du 1er degré au moins ;

6° Être porteur d’un titre pédagogique ;

7° Avoir répondu à l’appel à candidatures.

*Annexe 2 : Profil de fonction*

1. [↑](#footnote-ref-1)
2. [↑](#footnote-ref-2)
3. 1 Biffer les mentions inutiles.

2. Voir Annexe 1 [↑](#footnote-ref-3)
4. 3 Cocher la nature exacte de l’emploi à pourvoir. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-4)
5. 4 Cocher les destinataires concernés. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-5)
6. 5 Ce profil doit répondre aux exigences de l’article 5, § 2 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l’enseignement. Un profil-type de la fonction de directeur d’école est fixé par l’AGCF du XXXX portant exécution de l’article 5, § 1er du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l’enseignement. [↑](#footnote-ref-6)
7. Cocher le type d’appel. [↑](#footnote-ref-7)
8. 7 Dans l’enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les membres du personnel enseignant des disciplines pour lesquelles n’existe pas de formation délivrant un titre de niveau supérieur du 1er degré, peuvent être admis au stage pour autant qu’ils soient porteurs d’un des titres visés aux articles 105 à 108 point a) ou b) du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

8 Constituant un titre de capacité tel que défini à l’article 100 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l’enseignement. [↑](#footnote-ref-8)
9. [↑](#footnote-ref-9)
10. Biffer les mentions inutiles [↑](#footnote-ref-10)
11. Voir annexe 1 [↑](#footnote-ref-11)
12. [↑](#footnote-ref-12)
13. [↑](#footnote-ref-13)
14. Cocher la nature exacte de l’emploi à pourvoir. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-14)
15. Cocher les destinataires concernés. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-15)
16. Ce profil doit répondre aux exigences de l’article 50bis § 2, 1° du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement libre subventionné, de l’article 39bis §2, 1° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement officiel subventionné et de l’article 28 §1er 1° du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection. [↑](#footnote-ref-16)
17. Cocher le type d’appel. [↑](#footnote-ref-17)
18. dans l’enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les membres du personnel enseignant des disciplines pour lesquelles n’existe pas de formation délivrant un titre de niveau supérieur du 1er degré, peuvent se voir confier l’exercice de de la fonction de directeur adjoint pour autant qu’ils soient porteurs d’un des titres visés aux articles 105 à 108 point a) ou b) du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française. [↑](#footnote-ref-18)
19. constituant un titre de capacité tel que défini à l’article 100 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l’enseignement. [↑](#footnote-ref-19)
20. Biffer les mentions inutiles [↑](#footnote-ref-20)
21. Cocher la nature exacte de l’emploi à pourvoir. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-21)
22. Ce profil doit répondre aux exigences de l’article 58bis § 2, 1° du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement libre subventionné, de l’article 48bis §2, 1° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement officiel subventionné et de l’article 28 §1er 1° du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection. [↑](#footnote-ref-22)
23. Calculée conformément au statut concerné. [↑](#footnote-ref-23)
24. Entrent également en ligne de compte les membres du personnel visés par l’article 290bis du décret du 11 avril 2014 précité. Cet article indique que *« Tout membre du personnel couvert par les mesures transitoires de la section 1 ou répondant aux conditions fixées à l’article 285 de la section 3 et qui en vertu des dispositions réglementaires en matière de titres applicables jusqu’au 31 août 2016 était dans les conditions d’accès à une fonction de sélection ou de promotion est considéré comme étant encore dans les conditions d’accès à ces fonctions. ».* [↑](#footnote-ref-24)
25. [↑](#footnote-ref-25)
26. Biffer les mentions inutiles [↑](#footnote-ref-26)
27. Cocher la nature exacte de l’emploi à pourvoir. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-27)
28. Cocher les destinataires concernés. Pune seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-28)
29. Ce profil doit répondre aux exigences de l’article 50bis § 2, 1° du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement libre subventionné, de l’article 39bis §2, 1° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement officiel subventionné et de l’article 28 §1er 1° du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection. [↑](#footnote-ref-29)
30. Calculée conformément au statut concerné [↑](#footnote-ref-30)
31. Entrent également en ligne de compte les membres du personnel visés par l’article 290bis du décret du 11 avril 2014 précité. Cet article indique que *« Tout membre du personnel couvert par les mesures transitoires de la section 1 ou répondant aux conditions fixées à l’article 285 de la section 3 et qui en vertu des dispositions réglementaires en matière de titres applicables jusqu’au 31 août 2016 était dans les conditions d’accès à une fonction de sélection ou de promotion est considéré comme étant encore dans les conditions d’accès à ces fonctions. ».* [↑](#footnote-ref-31)
32. Cocher la nature exacte de l’emploi à pourvoir. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-32)
33. Cocher les destinataires concernés. Pune seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-33)
34. Ce profil doit répondre aux exigences de l’article 50bis § 2, 1° du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement libre subventionné, de l’article 39bis §2, 1° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement officiel subventionné et de l’article 28 §1er 1° du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection. [↑](#footnote-ref-34)
35. Calculée conformément au statut concerné [↑](#footnote-ref-35)
36. [↑](#footnote-ref-36)
37. Biffer les mentions inutiles [↑](#footnote-ref-37)
38. [↑](#footnote-ref-38)
39. Cocher la nature exacte de l’emploi à pourvoir. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-39)
40. Cocher les destinataires concernés. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-40)
41. Ce profil doit répondre aux exigences de l’article 50bis § 2, 1° du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement libre subventionné, de l’article 39bis §2, 1° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement officiel subventionné et de l’article 28 §1er 1° du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection. [↑](#footnote-ref-41)
42. Ou une des variantes de ces titres de capacité en vertu de l’article 16, §7 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. [↑](#footnote-ref-42)
43. Calculée conformément au statut concerné. [↑](#footnote-ref-43)
44. Entrent également en ligne de compte les membres du personnel visés par l’article 290bis du décret du 11 avril 2014 précité. Cet article indique que *« Tout membre du personnel couvert par les mesures transitoires de la section 1 ou répondant aux conditions fixées à l’article 285 de la section 3 et qui en vertu des dispositions réglementaires en matière de titres applicables jusqu’au 31 août 2016 était dans les conditions d’accès à une fonction de sélection ou de promotion est considéré comme étant encore dans les conditions d’accès à ces fonctions. ».* [↑](#footnote-ref-44)
45. [↑](#footnote-ref-45)
46. Biffer les mentions inutiles [↑](#footnote-ref-46)
47. [↑](#footnote-ref-47)
48. Cocher la nature exacte de l’emploi à pourvoir. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-48)
49. Cocher les destinataires concernés. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-49)
50. Ce profil doit répondre aux exigences de l’article 50bis § 2, 1° du décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement libre subventionné, de l’article 39bis §2, 1° du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l’enseignement officiel subventionné et de l’article 28 §1er 1° du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection. [↑](#footnote-ref-50)
51. Cette fonction ne concerne pas le réseau de l’enseignement organisé par la Communauté française qui n’organise pas la fonction d’éducateur-économe. [↑](#footnote-ref-51)
52. Ou une des variantes de ces titres de capacité en vertu de l’article 16, §7 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française. [↑](#footnote-ref-52)
53. Calculée conformément au statut concerné. [↑](#footnote-ref-53)
54. Entrent également en ligne de compte les membres du personnel visés par l’article 290bis du décret du 11 avril 2014 précité. Cet article indique que *« Tout membre du personnel couvert par les mesures transitoires de la section 1 ou répondant aux conditions fixées à l’article 285 de la section 3 et qui en vertu des dispositions réglementaires en matière de titres applicables jusqu’au 31 août 2016 était dans les conditions d’accès à une fonction de sélection ou de promotion est considéré comme étant encore dans les conditions d’accès à ces fonctions. ».* [↑](#footnote-ref-54)
55. Cette fonction n’est organisée qu’à WBE. [↑](#footnote-ref-55)
56. Biffer les mentions inutiles. [↑](#footnote-ref-56)
57. Cocher la nature exacte de l’emploi à pourvoir. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-57)
58. Cocher les destinataires concernés. Une seule case doit être cochée. [↑](#footnote-ref-58)
59. Ce profil doit répondre aux exigences de l’article 28, §1er, 1° du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection. [↑](#footnote-ref-59)